

# Libération de Montpellier, août 1944

Michel Delafosse, maire de Montpellier – août 2021

Le récit de la Libération de Montpellier commence dès le Débarquement des Alliés du 6 juin 1944 en Normandie. Même si elle était très active avant cette date, la Résistance héraultaise va intensifier ses actions offensives, soutenue par la pression des bombardements alliés qui atteignent notre région dès le début du mois de juillet 1944. Les Résistants multiplient les coups de main sur le terrain et vont cibler plus particulièrement des points stratégiques, comme les lignes électriques, les ponts de chemins de fer, les ponts, et les mines encore très actives à cette époque-là.

Le fameux maquis «Bir-Hakeim » , portant le nom de la première victoire décisive des Français Libres, sera le principal groupe de combat et le mieux structuré. Il participe pleinement à la Libération de Montpellier, avec les troupes d'Henri Glaser, (alias le « capitaine Léon»), chef des corps francs de Clermont l'Hérault. Ils seront rejoints et encadrés par le major Peter Fowler et Andrew Croft, du Special Operation Executive (S...) parachutés plus tôt dans le Var et en charge de mettre «le feu à l'Europe » comme demandé par Winston Churchill lors de la création de cette unité de commando très spéciale.

Le Débarquement en Provence, le 15 août 1944, fait perdre tout espoir de redressement de la situation militaire à l'Occupant. Les autorités allemandes ordonnent alors l'évacuation de leurs troupes dès le lendemain car l'ensemble des troupes allemandes dans le Sud-Ouest se trouverait alors bloqué dans l'opération de reconquête du territoire national engagé sur les plages provençales. C'est dans cette retraite que les Allemands vont se livrer à des dégradations et des pillages de denrées, surtout des vols de moyens de transport de toutes sortes. Avant leur départ, ils commettront d'ultimes exactions et laisseront la milice exécuter les derniers Résistants qui étaient emprisonnés à la caserne de Lauwe au quartier Boutonnet.

Le 24 août 1944, une colonne de blindés allemande stationnée dans les Cévennes proches se replie sur Montferrier-sur-Lez, fuyant la 1<sup>ère</sup> division française libre commandée par le général de Lattre de Tassigny qui vient de débarquer en Provence. Ils y fusilleront deux FTP (Francs-Tireurs et Partisans) et quatre civils soupçonnés d'actes de résistance.

Le lendemain, le 25 août 1944, et en représailles, le commandant Francois Rouan (dit « Montaigne ») et ses 900 hommes du maquis Bir-Hakeim, vont attaquer l'arrière-garde de cette colonne allemande composée de 120 soldats bien armés. Les combats dureront sept heures, une vingtaine d'Allemands seront tués et une cinquantaine blessés, et ces derniers seront obligés de se replier avant d'être anéantis du côté de Montélimar. Figure marquante de cette libération, Gilbert de Chambrun, personnalité politique locale entrée dans la Résistance durant l'été 1941, membre de l'Armée secrète, chef des F.E.I. pour le Languedoc-Roussillon, présidera le Comité Régional de Libération sans toujours parvenir à endiguer une épuration particulièrement violente. Il continuera

le combat à la tête du mythique 81<sup>e</sup> régiment d'infanterie de l'armée du général de Lattre de Tassigny qui était basé à Montpellier.

Ce même général de Lattre entretenait un rapport particulièrement étroit avec Montpellier. Il fut l'un des rares officiers généraux à tenir tête et à faire reculer des unités de la Wehrmacht pendant la 1<sup>ère</sup> Bataille de France en mai-juin. Cherchant à continuer le combat en vain, il se résoudra à rester dans l'armée d'Armistice après le 22 juin 1940 et la signature de l'Armistice, et après s'être battu jusqu'au dernier jour. En poste à Montpellier lors de l'invasion allemande de la zone libre le 11 novembre 1942 (en réponse au Débarquement des Alliés en Afrique du Nord le 8 novembre 1942), il sera le seul général de l'armée d'Armistice à s'opposer à cette invasion et appellera ses hommes à la résistance. Quelques mois plus tôt, il avait d'ailleurs fondé une école de cadres à Carnon dans le but de former et d'entraîner de jeunes hommes à la «revanche », après l'avoir expérimentée sur sa précédente affectation en Tunisie. Arrêté, il s'échappera de prison et rejoindra l'Afrique du Nord pour reprendre le combat aux côtés des alliés et du général de Gaulle.

Malgré ses très lourdes responsabilités (il est le principal général de l'Armée de Libération sur le secteur Sud), il prend le temps de venir à Montpellier et de passer en revue les libérateurs de la Ville le 2 septembre 1944. Représentant la France lors de la capitulation allemande en mai 1945 à Berlin, il restera le dernier général français à être fait maréchal en 1952 à sa mort et lors de ses funérailles qui seront nationales.

Mais cette Libération de Montpellier est suivie d'une furieuse épuration qui touchera les femmes et les collaborateurs souvent présumés de l'Occupant.

En août 1944, le Nicois Jacques Bounin est nommé Commissaire de la République en remplaçant du précédent préfet nommé par les autorités de Vichy et prend la charge administrative des six départements qui constituent alors le Languedoc-Roussillon. Il tentera d'empêcher avec Gilbert de Chambrun le désir de vengeance populaire - souvent expéditif et sans preuve - d'une population qui avait eu à subir des moments pénibles et atroces durant les 22 mois d'occupation ennemie. Jacques Bounin va restaurer une certaine légalité en mettant en place des vraies cours martiales qui jugeront en priorité les fonctionnaires les plus compromis avec Vichy et les membres de la Milice. Enfin, Jean Bene, maire de Pézenas, révoqué par Vichy en 1941, créera le quotidien Midi Libre.

La libération de Montpellier est une épopée, elle s'est libérée toute seule grâce à ses Maquisards et le soutien de la 1<sup>ère</sup> Armée Française, porte-étendard de la renaissance de nos armes, dans cette ville farouchement libre et soucieuse de sa liberté.